

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 31/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INDUSTEEL FRANCE

USINE DE CHATEAUNEUF
BP 368
42803 RIVE DE GIER

Références : UID4243-EAR-22-449
Code AIOT : 0006103381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement INDUSTRIEL FRANCE implanté USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 CHATEAUNEUF. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans les suites notamment :

- de deux arrêtés de mise en demeure de 2021 ;
- d'un ensemble d'arrêtés complémentaires dont un porte particulièrement sur le crassier du site localisé en partie Est.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDUSTRIEL FRANCE
- USINE DE CHATEAUNEUF 118 rue des Etaings 42800 CHATEAUNEUF
- Code AIOT : 0006103381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Châteauneuf existe depuis le XIXème siècle ; il est spécialisé dans la production d'aciers spéciaux, tôles lourdes et hyper-lourdes, essentiellement pour les secteurs du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et l'injection plastique.

La production actuelle est d'environ 15 à 20 coulées par semaine pour un maximum autorisé d'environ 30 coulées (125 000 tonnes d'acier liquide).

Le site emploie 240 salariés.

Le site est situé dans la zone couverte par le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération de Saint-Etienne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise à jour du tableau de classement ICPE du site ;
- risque légionelle ;
- émissions diffuses ;
- Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) ;
- rapport de base (Directive IED sur les émissions industrielles) ;
- gestion des eaux d'extinction d'incendie ;
- aménagements du crassier ;
- réseau piézométrique ;
- mise à jour de l'étude de dangers ;
- gestion 5 flux de déchets ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet ou sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Légionelles - suite d'APMD	AP de Mise en Demeure du 02/06/2020, article 1	Rapport d'inspection du 18/02/2020	Transmission : à réception des 4 nouvelles AMR ; du bilan 2022 juin 2023.
5	Air - émissions diffuses - suite APMD 253/DDPP/2021	AP Complémentaire du 11/05/2010, article 9.2.1.1	/	Transmission : avant fin juillet 2023 de l'évaluation (IRH) ; sous 1 mois des éléments relatifs à la surveillance environnementale.
6	Substances dangereuses prioritaires - suite APMD 253/DDPP/2021	AP Complémentaire du 05/06/2019, article 1	Constat 7 du rapport UID4243-EAR-021-163 d'inspection du 23/02/2021 Constat 1 du rapport Réf : UID4243-EAR-020-163 d'inspection du 18/02/2020	Proposition de consignation d'une somme de 75 000 euros répondant notamment des études technico-économiques à conduire et transmettre à l'inspection
7	Eaux d'extinction d'incendie - suite APMD 253/DDPP/2021	AP Complémentaire du 11/05/2010, article 7.5.5.1	Constat 4 du rapport UID4243-EAR-021-163	Compléments sous 1 mois
10	Couverture du crassier - phase travaux et récolement	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6	Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.	Plan de récolement sous 1 mois
12	Couverture crassier - réseau piézométrique	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4	Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.	Eléments complémentaires sous 1 mois
13	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/07/2021, article 3.8	Rapport 20200129-UIDLHL_EAR_018_036_RAP du 29 janvier 2020	Eléments complémentaires et consolidés sous 1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Déchets	Lettre du 18/02/2020, article 3	/	Flux plastiques : éléments sous 1 mois ; 1ère attestation à réception

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Activités classées	APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012	Constat 2 du rapport UID4243-EAR-020-163 Constat 8 du rapport UID4243-EAR-019-459 Constat n°1 du rapport UID4243.EAR.018.0419	Retour attendu sous 1 mois
2	SRL OXYTEC	APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012	Constat 2 du rapport UID4243-EAR-020-163 Constat 8 du rapport UID4243-EAR-019-459 Constat n°1 du rapport UID4243.EAR.018.0419	Sans objet
4	Air	APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012 Articles 3 à 6 ; 17	Constat 8 du rapport 2021/163 Observation 6 du rapport UID4243-EAR-019-459 d'inspection du 24 septembre 2019	Sans objet
8	Sécheresse	AP Complémentaire du 11/05/2010, article 4.3.11	Constat 7 Rapport UID4243-ERA-020-163 d'inspection du 18/02/2020	Retour attendu sous 1 mois
9	IED	AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1	Constat 1 rapport UID4243-EAR-21-091 d'inspection du 23/02/2021	Sans objet
11	Couverture du crassier - étude géotechnique	AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.7	Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.	Point à réaliser sous 1 an
15	Quotas CO2/ SEQUE 4	Règlement européen du 19/12/2018 dit FAR	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des travaux conséquents d'aménagement du crassier de 10 ha (membrane imperméable sur 5 ha environ ; massif drainant et réseau de collecte ; mise en place d'un bassin de rétention ; gestion des déchets du parc) ont été réalisés dans un calendrier conforme au prévisionnel. Au jour de l'inspection, deux bâches de réserve en eau allaient être mises en place et un nouveau réseau de piézomètres créé.

Toutefois, faisant suite aux arrêtés de mise en demeure ainsi que de prescriptions particulières tirées des arrêtés complémentaires du site, il est cependant toujours attendu des retours et finalisation sur les points suivants :

- risque légionelle : l'exploitant transmet la mise à jour des quatre AMR pour compléter ses transmissions précédents ;
- émissions diffuses à l'atmosphère (évaluation et localisation pérenne des points de surveillance) : formalisation à produire par l'exploitant de ce qui a été présenté lors du contrôle ;
- positionnement et suivi RSDE : prescriptions non respectées à ce jour, proposition de consignation d'une somme de 75 000 euros répondant notamment à des études technico-économiques à produire ;
- gestion des eaux d'extinction d'incendie : justification des volumes et des procédures à compléter par l'exploitant selon ce qui a été présenté lors du contrôle (cohérence des cinétiques, formalisation des procédures et programme d'exercices) ;
- plan de récolement de pose de la membrane et réalisation du réseau de collecte Eaux pluviales et du bassin de rétention : à transmettre par l'exploitant après réception des travaux ;
- nouveau réseau piézométrique : formalisation des compléments aux transmissions précédentes tels que présentés lors du contrôle ;
- mise à jour de l'étude de dangers : formalisation des compléments aux transmissions précédentes tels que présentés lors du contrôle conformément aux attendus de l'article 3.8 de l'AP du 29/07/2021 ;
- gestion des flux de déchets de matières plastique : à organiser pour respect de l'obligation du Tri 5 flux.

Au regard des pièces mises à disposition, l'inspection :

- propose une consignation pour un montant de 75 000 euros répondant notamment à des Etudes technico-économiques à conduire en suite de la surveillance RSDE (AP 206-DDPP19 du 5 juin 2019) ;
- se positionnera sur la demande de non soumission à la réalisation d'un rapport de base ;
- prépare une mise à jour du tableau de classement ICPE du site incluant les activités du sous-traitant SLR OXYTEC présent dans le périmètre du site.

S'agissant du non-respect de l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure (APMD) 253/DDPP/2021 du 08/06/2021 (article 1er, 1er alinéa) relatif à l'évaluation des émissions diffuses, l'inspection ne propose aucune sanction et proposera une modification de la prescription d'origine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités classées

Référence réglementaire : APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012																				
Thème(s) : Situation administrative, Activités classées mise à jour																				
Point de contrôle déjà contrôlé : Lettre du 02/06/2021 ; Constat 2 du rapport UID4243-EAR-020-163 ; constat 8 du rapport UID4243-EAR-019-459 ; constat n°1 du rapport UID4243-EAR.018.0419																				
Prescription contrôlée : Tableau de classement de l'AP 2012 et modifications proposées par l'exploitant																				
<p>Constats : La précédente version du tableau de mise à jour de la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE est à réviser <u>pour mettre à disposition, sous 1 mois</u>, au moins les ajustements relatifs à:</p> <p>- au titre de la rubrique 4725-2, l'ajout d'un réservoir de 30 m³ d'oxygène (flammage) déclaré par mail du 28/10/2022 précisant un« <i>Ballon SCS 41000 : Oxygène ultra pur (99,99%), capacité maximale en oxygène de 33 272m³ soit 44 481 kg. En plus de ce ballon, un réchauffeur de maintien PB 150 et 2 réchauffeurs de production CNLP 9x6x7000 seront installés. L'oxygène sera stocké à 18,5 bar dans le ballon avec soupapes de sécurités et disque de rupture tarées suivant norme (installation clé en main Wetsfallen). Il arrivera en sortie de réchauffeur entre 18,5 et 16 bar pour y être immédiatement détendu à 13 bar après la panoplie de commutation. Notre ligne jusqu'à la flammeuse sera donc à 13 bars (pression pour utilisation process).</i> »</p> <p>Nota : la valeur de « 33 272 m³ » demande à être formellement confirmée comme étant effectivement égale à 33,272 m³ .</p> <p>- la vérification de classement des différentes installations du site selon les rubriques suivantes</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Traitement thermique</th> <th>Trempe recuit revenu</th> <th>fours d'aciérie, de forge, usinage</th> <th>Chaudière à vapeur</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Rubrique</td> <td>2566</td> <td>2561</td> <td>3220/3110/2560</td> <td>2910</td> </tr> <tr> <td>AM/AP</td> <td>AM 27/07/2015</td> <td>AM 27/07/2015</td> <td>AM 02/02/1998</td> <td>AM 03/08/2018</td> </tr> <tr> <td>Article</td> <td>6.2</td> <td>6.2</td> <td>27</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>- les unités, conversions et éventuels calculs à opérer, pour être en mesure de comparer les valeurs aux seuils réglementaires ;</p> <p>- les éléments tirés du constat suivant (activités de SRL OXYTEC).</p>		Traitement thermique	Trempe recuit revenu	fours d'aciérie, de forge, usinage	Chaudière à vapeur	Rubrique	2566	2561	3220/3110/2560	2910	AM/AP	AM 27/07/2015	AM 27/07/2015	AM 02/02/1998	AM 03/08/2018	Article	6.2	6.2	27	
	Traitement thermique	Trempe recuit revenu	fours d'aciérie, de forge, usinage	Chaudière à vapeur																
Rubrique	2566	2561	3220/3110/2560	2910																
AM/AP	AM 27/07/2015	AM 27/07/2015	AM 02/02/1998	AM 03/08/2018																
Article	6.2	6.2	27																	
Observations : Après réception et instruction par l'inspection de la liste révisée des activités classées du site incluant les activités de SRL OXYTEC sous-traitant installé dans le périmètre ICPE d'INDUSTEEL, un arrêté complémentaire mettant à jour la liste des activités du site sera proposé																				
Type de suites proposées : Sans suite																				
Proposition de suites : Sans objet																				

Référence réglementaire : APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012
Thème(s) : Risques accidentels, Co-activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Lettre du 18/02/2020 Constat 2 du rapport UID4243-EAR-020-163 ; constat 8 du rapport UID4243-EAR-019-459 ; constat n°1 du rapport UID4243.EAR.018.0419
Prescription contrôlée : Transmettre les précisions demandées dans le rapport d'inspection du 18/07/2018, sur certaines rubriques et la situation administrative de la société SLR-Oxytec déclarée sur le périmètre d'exploitation de la société Industeel.
Constats : Le tableau de mise à jour de la situation administrative du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE dans sa version actuelle (02/06/2021) prévoit d'intégrer les activités de SRL OXYTEC par les rubriques : <ul style="list-style-type: none"> - 2560, considérant le banc d'oxycoupage de 95kW ; - 4725-2, considérant le réservoir de 40 m³ d'oxygène ; - 4331, considérant une cuve de gasoil de 6,5 m³ à double enveloppe (identifiée au titre de la rubrique 1432 dans l'APC de 2012).
Observations : Après instruction par l'inspection des éléments transmis par l'exploitant pour mise à jour de son tableau de classement, un arrêté complémentaire mettant à jour la liste des activités du site sera prproposé. Il est envisagé à terme un arrêté de consolidation des arrêtés complémentaires du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure (APMD) du 02/06/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, AMR et plan d'actions
Point de contrôle déjà contrôlé : Rapport d'inspection du 18/02/2020
<p>Prescription contrôlée : La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) pour chacun des 4 circuits de refroidissement du site <p>Ces AMR devront être conformes aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé. Dans ce même délai, et sur la base de ces AMR, sera mis en place un plan d'actions correctives formalisées avec des échéances de réalisation associées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - de proposer, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un échéancier pour la réalisation de ces 4 AMR - de formaliser, dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'entretien répondant aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé, pour chacun des 4 circuits de refroidissement du site <p>Ces plans devront être mis à jour dans le mois suivant la réalisation de l'AMR. Ainsi le délai de mise en conformité de ce point ne pourra dépasser 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Un ensemble de 4 rapports d'AMR du 10/12/21 a été remis (dépoussiéreur, four électrique, RH, trempe). L'exploitant indique cependant qu'une nouvelle version, permettant la complétude des AMR au regard de leurs attendus, sera réalisée (DEKRA) <u>au 1er trimestre 2023</u>.</p> <p>Rappelant les délais de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, ces <u>nouvelles AMR seront transmises sans délai</u> à l'inspection ; elles devront être accompagnées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un document de synthèse permettant de répondre à la prescription relative à la mise « <i>en place un plan d'actions correctives formalisées avec des échéances de réalisation associées</i> » ; - d'une version consolidée du plan d'entretien prescrit, l'exploitant indiquant qu'il est de fait intégré au volet "PM" (gestion de la maintenance) de son progiciel de gestion intégrée (SAP) ; - du plan des réseaux mis à jour utilisé pour le suivi et la maintenance des installations. <p>Parallèlement, l'exploitant adresse en <u>janvier 2023 le bilan annuel</u> du suivi de son parc d'IRDEFA.</p>
<p>Observations : La mise en demeure tirée des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 02/06/2020 ne peut être levée au regard des éléments communiqués à date, et malgré les connaissances acquises issues du bilan annuel de 2021 (transmis le 28/01/2022).</p> <p>Il est rappelé les poursuites envisageables tant pénales (délit) qu'administratives (L. 171-8 du code de l'environnement) ; en cas de nouveaux constats de non conformité à l'APMD, la prochaine inspection au 2nd semestre 2023 mobilisera les suites adaptées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : APC 291-DDPP-12 du 26/07/2012 (articles 3 à 6 ; 17)
Thème(s) : Risques chroniques, Concentrations et flux sur chaque émissaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Lettre du 24/09/2019 Constat 8 du rapport 2021/163 ; Observation 6 du rapport UID4243-EAR-019-459 d'inspection du 24 septembre 2019
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 3: Le tableau de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par le tableau suivant: [...]</p> <p>ARTICLE 4: L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes : [...]</p> <p>ARTICLE 5: L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes: Les stockages de produits pulverulents sont confinés (récipients, silos, bitiments fermes) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulverulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration pennettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration soat raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). Les émissions de poussières issues de facierie électrique (émissions primaires et secondaires provenant du chargement, fusion, coulée en poche, métallurgie en poche, des faites du four électrique et des postes APC et RH) sont captées à hauteur de 98%. [...]</p> <p>ARTICLE 6: L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes: [...]</p> <p>ARTICLE 17: Le tableau de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2010 est remplacé par le tableau suivant: [...]</p> <p>Pour rappel, le rapport 2021/163 précise : <i>"Il est important que l'exploitant s'approprie les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques des installations suivies, qu'il les analyse et puisse justifier la mise en place (ou l'absence) d'actions correctives. Il doit également veiller à la conformité des VLE du rapport de surveillance avec les prescriptions de son arrêté d'autorisation et vérifier que le plan de surveillance est bien respecté.</i> <i>A noter que le conduit numéro 4 (dépoussiéreur meuleuse Midwest) n'a pas fait l'objet d'une surveillance en 2019.</i> <i>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les deux prochains rapport de surveillance de ses rejets atmosphériques avec le cas échéant les éléments d'analyse des dépassements observés et les actions correctives afférentes. Ces documents seront transmis dans le mois suivant la date de réception."</i></p>
<p>Constats : Point de contrôle devenu sans objet, les transmissions des documents demandés ayant eu lieu.</p>
<p>Observations : Il est à noter que les rappels figurant au rapport 2021/163 demeurent d'actualité : « <i>Il est important que l'exploitant s'approprie les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques des installations suivies, qu'il les analyse et puisse justifier la mise en place (ou l'absence) d'actions correctives. Il doit également veiller à la conformité des VLE du rapport de surveillance avec les prescriptions de son arrêté d'autorisation et vérifier que le plan de surveillance est bien respecté.</i>».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure (APMD) 253/DDPP/2021 du 08/06/2021 (article 1er - alinéa 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réaliser une évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie du conduit n°2 mentionné à l'article 9.2.1.1 « auto-surveillance des rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié. Les résultats de cette évaluation seront transmis au plus tard le 31 décembre 2021.</p> <p>Pour rappel, l'AP Complémentaire du 11/05/2010 prescrit par son article 9.2.1.1 : <i>"L'exploitant devra réaliser l'évaluation des émissions diffuses sur l'ensemble du site pour les mêmes paramètres que ceux surveillés en sortie de conduit n°2. Les résultats de cette évaluation devront être transmis à l'inspection, accompagnés le cas échéant de commentaire."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au moment de l'inspection, la prestation prévue par IRH est en suspens de demandes complémentaires (flux de production) auprès de l'exploitant. Le rapport d'évaluation est attendu pour le <u>premier trimestre 2023</u>.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection est <u>en attente sous 1 mois</u> de la transmission permettant de décrire les modalités et l'environnement des points de surveillance environnementale suivants afin de pouvoir valider :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la localisation d'un point de surveillance environnementale en limite de propriété afin de pérenniser la plateforme actuellement mise en place ; - la localisation du point témoin dans l'environnement au niveau du stade foot de la commune de Chateauneuf.
<p>Observations :</p> <p>La mise en demeure tirée des prescriptions de l'article 1er - alinéa 1 de l'arrêté du 08/06/2021 (remise d'une évaluation des émissions diffuses sur les mêmes paramètres que l'émissaire n°2 au 31/12/2021) ne peut être levée au regard des éléments communiqués à date.</p> <p>Dans la mesure où le site est soumis à surveillance environnementale, et que l'environnement du site est sous les effets tant des émissions canalisées que des émissions diffuses, l'évaluation des émissions diffuses pourra être effectuée sur la base d'une comparaison entre les résultats de cette surveillance environnementale et les flux de polluants issus des différents émissaires. Aussi, l'inspection propose cette approche à l'exploitant et à son conseil.</p> <p>L'inspection demande de disposer des résultats de cette évaluation <u>avant le 31 août 2023</u>. L'inspection demande par ailleurs de confirmer les points de surveillance environnementale <u>sous un mois</u>.</p> <p>Il est cependant rappelé les poursuites envisageables tant pénales (délit) qu'administratives (L. 171-8 du code de l'environnement).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure (APMD) 253/DDPP/2021 du 08/06/2021 (article 1er - alinéa 3)
Thème(s) : Risques chroniques, Substitution des substances dangereuses prioritaires
Point de contrôle déjà contrôlé : constat 7 du rapport UID4243-EAR-021-163 d'inspection du 23/02/2021 ; constat 1 du rapport Réf : UID4243-EAR-020-163 d'insepdtin du 18/02/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respecter les prescriptions des articles 6, 7, 8 et 10 de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°206/DDPP/2019 du 5 juin 2019 portant surveillance pérenne des rejets aqueux et plan d'action au plus tard au 31 décembre 2021.</p> <p>Pour l'article 10, l'exploitant se positionnera également vis à vis des substances mentionnées d'une part à l'article 33-16 « production ou transformation de métaux » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et d'autre part dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La réalisation d'un bilan et l'élaboration de pistes de réductions, telles que prescrites, n'ont pas fait l'objet d'un avancement particulier.</p>
<p>Observations :</p> <p>La mise en demeure tirée des prescriptions de l'article 1er - alinéa 3 de l'arrêté du 08/06/2021 ne peut être levée au regard de l'absence d'élément communiqué à date.</p> <p>En l'absence de retours répondant à ces prescriptions, l'inspection propose une sanction pour non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 8 juin 2021.</p> <p>Nota : L'inspection a adressé par courriel du 05/12/2022 un support permettant le travail de positionnement du site au regard des dispositions découlant de l'arrêté ministériel du 24 août 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Consignation d'une somme de 75 000 euros répondant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la mise en oeuvre des premières actions envisagées de réduction des émissions en Zinc et Cuivre ; - à la production des études technico-économiques à conduire (réduction des émissions au nickel, zinc, cuivre ; substitution de produit ; réduction de l'entraînement du circuit "four" ; optimisation de la gestion de l'eau à l'atelier de trempe ; gestion des purges du circuit RH) ; - à la demande de positionnement pour la mise à jour des paramètres à surveiller dans le cadre de l'autosurveillance des émissions aqueuses.
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure (APMD) 253/DDPP/2021 du 08/06/2021 (article 1er - alinéa 2)
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des EEI
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 4 du rapport UiD4243-EAR-021-163
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transmettre, au plus tard le 31 décembre 2021, les justificatifs du respect de l'article 7.5.5.1 de l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 11 mai 2010 modifié relatif aux dispositifs de confinement des eaux polluées (eaux d'extinction d'incendie) pour la protection des milieux récepteurs.</p> <p>Pour rappel, l'AP Complémentaire du 11/05/2010 prescrit par son article 7.5.5.1 : Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé, son dimensionnement est adapté aux risques. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service du dispositif de confinement doivent être signalés et pouvoir être actionnés en toute circonstance et dans les meilleurs délais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier envoi du 25/05/2022 a permis de communiquer un inventaire comprenant : moyen de sectionnement, destination, outil/bâtiment et volume mobilisé.</p> <p>Il est attendu <u>sous un mois</u> des éléments complémentaire à ce premier document : - afin de s'assurer de la réactivité des moyens opérationnels et des organisations du site au regard de la cinétique des événements redoutés ; - par la formalisation d'une procédure adaptée permettant la mobilisation des équipes de pompiers du site, l'alerte et la mobilisation des services d'incendie et de secours ; - associée à la procédure, la programmation au moins semestrielle d'exercices au plus proche des conditions réelles d'activité et des effectifs présents sur site notamment (constructions de scénarios comprenant des circonstances dégradées/défavorables).</p>
<p>Observations :</p> <p>La mise en demeure tirée des prescriptions de l'article 1er - alinéa 2 de l'arrêté du 08/06/2021 ne peut être levée au regard de l'absence d'élément communiqué à date.</p> <p>Il est rappelé les poursuites envisageables tant pénales (délit) qu'administratives (L. 171-8 du code de l'environnement) ; en cas de nouveaux constats de non conformité à l'APMD, la prochaine inspection au second semestre 2023 mobilisera les suites adaptées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2010, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des épisodes de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 7 Rapport UID4243-ERA-020-163 d'inspection du 18/02/2020
Prescription contrôlée : 4.3.11 Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse [...] <ul style="list-style-type: none"> 4.3.11.1. Limitation temporaire des prélèvements [...] 4.3.11.2. Rejets d'effluents [...]
Constats : A connaissance ou réception de conditions de restrictions d'usage imposées par arrêté préfectoral, l'information est transmise aux équipes pour mise en œuvre. Par ailleurs, dans le cadre des réunions hebdomadaires du site, un rapportage du prévisionnel disponible sur Propluvia (http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr). Les modifications des équipements du site : <ul style="list-style-type: none"> - ont consisté récemment (2 semaines précédant l'inspection) à un asservissement des trois pompes de prise en eau brute du site dans le Gier (dont le seuil a été effacé) aux consommations maximales autorisées (pompes à vitesse variable sur automate) ; - consistent, selon les constats opérés lors de l'inspection, en la mise en place deux bâches de 2000m³ chacune dont le volume total disponible (4000m³) permettrait, à dire d'exploitant, une activité autonome sur une durée de 17 jours (année de référence de 2017) ; - vont prochainement consister en l'amélioration du système de supervision par une visualisation et un enregistrement des volumes consommés en plusieurs branches d'usage du site (compteurs divisionnaires). L'inspection prend bonne note de ces améliorations matérielles du site.
Observations : S'agissant de nouvelles conditions d'exploitations matérielles, une intégration des opérations de maintenance et de formation est à prévoir aux organisations humaines et logistiques actuelles. <u>Un retour sur ces points est à réaliser à l'inspection sous 1 mois.</u> Ces éléments feront l'objet d'un point de contrôle à l'occasion de la prochaine inspection au 2nd semestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat 1 rapport UiD4243-EAR-21-091 d'inspection du 23/02/2021
Prescription contrôlée : La Société INDUSTRIEL FRANCE est mise en demeure, pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Châteauneuf, 118 rue des Etaings, de transmettre avant le 31 décembre 2021, à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes le rapport de base ou le cas échéant d'un mémoire justificatif de non remise du rapport de base, conformément à l'article R.515-81 du code de l'environnement.
Constats : Le document de demande d'exemption de soumission du site à l'établissement d'un rapport de base a été transmis à l'inspection par courriel du 25/05/2022.
Observations : L'inspection rapporte son analyse sur cette demande au second trimestre 2023 et conclura en conséquence sur le maintien ou non de la mise en demeure par AP n°252/DDPP/2021 (article 1er).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Couverture du crassier - phase travaux et récolement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux pour couverture du crassier / évitement de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.
<p>Prescription contrôlée : Mesures d'évitement de pollution en phase de travaux</p> <p>En phase travaux, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique du Gier. Et notamment, les eaux de ruissellements des zones décapées lors des terrassements sont maîtrisées. Les eaux souillées doivent être filtrées ou décantées avant rejet au Gier. Le bassin de rétention des eaux pluviales est construit préalablement aux autres travaux. Ce dernier assure une fonction de bassin de décantation pendant l'ensemble des opérations de travaux.</p> <p>Le bassin de décantation fait l'objet d'une surveillance et d'un entretien continu permettant de garantir son efficacité. Toutes les dispositions complémentaires rendues nécessaires sont prises afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique du Gier issue du chantier.</p> <p>Le pétitionnaire doit fournir à l'inspection des installations classées, un plan de récolement des réseaux humides et du bassin de rétention au plus tard un mois après l'achèvement des travaux.</p> <p>Constats : Pour ce qui concerne le premier alinéa de l'article 3.3.6, l'exploitant rapporte : - un phase des étapes du chantier hiérarchisant les interventions en prévention des expositions du milieu, et principalement la mise en place préalable du bassin suivi des linéaires drainants du massif ; - des opérations hebdomadaires de vérification visuelle ainsi que la vérification des engins intervenants. Ces éléments n'appellent pas de remarque ou demande complémentaire de la part de l'inspection.</p> <p>Pour ce qui concerne le second alinéa (plan de récolement), <u>l'ensemble des pièces sont regroupées et transmises dans un délai d'un mois</u> par l'exploitant (intervention complémentaire sur filtre à sable ; réception des soudures ; plan des sols et sous-sols ; pentes ; ouvrages de visite ; linéaires sur plans ; plans de coupe des massifs etc.) et introduite par une mémoire, l'ensemble valant plan de récolement.</p>
<p>Observations : La visite des surfaces et volumes réaménagés du crassier a permis de constater le point très avancé des travaux avant installation d'un parc photovoltaïque. Des volumes résiduels de déchets en quantité limité sont encore présents ; leur gestion sera réalisée avant le début des travaux du parc.</p> <p>Il est rappelé les poursuites envisageables tant pénales (délit) qu'administratives (L. 171-8 du code de l'environnement) ; en cas de nouveaux constats de non conformité, la prochaine inspection au second semestre 2023 mobilisera les suites adaptées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Couverture du crassier - étude géotechnique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 3.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Etude géotechnique pour bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.
<p>Prescription contrôlée : Dispositions constructives du bassin de rétention</p> <p>Les dispositions constructives du bassin de rétention en déblai sont déterminées par la réalisation préalable d'une étude géotechnique. L'étude géotechnique est communiquée au préfet au plus tard 1 mois après son rendu final. Le pétitionnaire joint à cette communication une analyse justifiée des résultats qui statue sur la capacité du site à accueillir l'ouvrage sans risque de déstabilisation du bassin ou, en cas de capacités insuffisantes, les modalités d'évolution de l'ouvrage permettant de répondre aux dispositions constructives déterminées par l'étude géotechnique.</p>
<p>Constats : L'étude géotechnique demandée a été réalisée sous la forme d'une prestation de type G5 (diagnostic géotechnique) par la société Hydrogéotechnique (rapport du 08/10/2021) et transmise à l'inspection le 17/11/2021.</p> <p>A l'appui notamment de 4 essais pénétrométriques et de 4 sondages de reconnaissance géologique, le rapport conclut en ces termes que "<i>les deux profils de talus étudiés sont stables malgré un modèle de sol généralisant les résultats du sondage pénétrométrique PMI.3 le plus défavorable</i>".</p>
<p>Observations : L'inspection retient toutefois la mention introductive du document précisant que "<i>nous attirons l'attention sur le fait qu'un certain nombre de paramètres peuvent évoluer dans la durée (évolution de la compacité des terrains notamment). Au-delà d'un délai de 1 an, nous recommandons fortement une actualisation de nos conclusions</i>".</p> <p>Ainsi, sans attendre de visite d'inspection, il revient à l'exploitant d'assurer, notamment visuellement, le contrôle régulier des profils réalisés à la suite des travaux de réaménagement. En tant que de besoin, l'exploitant transmet à l'inspection toute étude ou diagnostic complémentaire rendant compte de la stabilité des volumes et profils.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau piézométrique / surveillances des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Rapport UID4243-EAR-20-575 du 18/06/2021.
<p>Prescription contrôlée : Surveillance des eaux souterraines et superficielles Les articles 2.1-conception du réseau de surveillance, 2-2-prélèvement et échantillonnage des eaux, 2.3-nature et fréquence d'analyse, 2.4-Échéance de mise en œuvre et 2.5-Durée de la surveillance, de l'arrêté préfectoral de prescription complémentaire n° 2009/0295 du 05 novembre 2009 sont remplacés par les prescriptions suivantes :</p> <p style="padding-left: 40px;">Article 4.1. Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines</p> <p>[...]</p> <p style="padding-left: 40px;">Article 4.2. Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Par mail du 25/05/2022, l'exploitant indique que « <i>en raison des travaux menés sur le crassier : nivellement, création d'un collecteur central et d'un bassin de 5000 m³, les piézomètres H, I, J, K et L (cf. position dans le plan ci-dessous) ont été rebouchés et ne sont plus accessibles pour le suivi réglementaire.</i> <i>De nouveaux piézomètres seront installés dès que possible en fonction du phasage des travaux. Le suivi réglementaire reprendra dès leur installation finalisé.</i> »</p> <p>Il est <u>attendu sous un mois</u> un retour concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la carte de positionnement et une description de l'ensemble du réseau piézométrique (nouveaux et anciens ouvrages) ; - la liste des paramètres suivis par ouvrage ; - le planning de mise en œuvre de leur surveillance.
<p>Observations : À réception, l'inspection procèdera à la validation de ces éléments et à la modification du cadre de surveillance sous GIDAF.</p> <p>Afin de répondre à l'article 4 précité, il est par ailleurs rappelé que les ouvrages doivent faire l'objet d'une déclaration par téléservice au titre de l'article L. 411-1 du Code minier (forages, sondages, fouilles, ouvrages souterrains de plus de 10 m de profondeur) dans le but d'alimenter la Banque du Sous-Sol (BSS) gérée par le BRGM (bureau de recherche géologique et minière) et accessible sur le site infoterre (https://infoterre.brgm.fr/) ; nota : la nouvelle interface de déclaration (DUPLOS ; https://duplos.brgm.fr) sera opérationnelle à compter du 01/01/2023).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2021, article 3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : rapport 20200129-UIDLHL_EAR_018_036_RAP du 29 janvier 2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant produira dans un délai de 12 mois à compter de la date de signature du présent arrêté une étude de danger pour l'ensemble du site, complété selon les demandes du rapport de l'inspection des installations classées référencé 20200129-UIDLHL_EAR_018_036_RAP du 29 janvier 2020 et sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étude du risque inondation vis-à-vis de l'unité photovoltaïque, - étude des risques particuliers éventuels liés aux bâtiments modulaires construits le long de la piste, - production d'un plan à une échelle lisible, des différentes installations (panneaux photovoltaïques, circulation, réseaux d'eau pluviales, bassin de rétention, réseau électrique spécifiques, bâtiments techniques...) incluant le poste de transformation 220 KVA, - étude de la tenue du bassin de rétention et des conséquences d'un glissement de terrain si ce phénomène est possible, ainsi que la protection du poste de transformation 220 kVA dans une telle occurrence. - précision de la nature des matériaux support des panneaux photovoltaïques. Une modélisation des effets sera utilement produite.
<p>Constats :</p> <p>Afin de disposer d'un point consolidé des réponses attendues à cette prescription, et suite à un premier envoi du 12/01/2021, l'exploitant adresse <u>sous 1 mois l'ensemble des éléments</u> répondant au rapport visé et à la formulation de chacun des alinéas de l'article 3.8 .</p> <p>Nota : ces éléments doivent comprendre l'analyse de toute modification des installations du site portée à la connaissance du préfet (cf. notamment le nouveau réservoir de 30 m³ d'oxygène (flammage)).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déchets

Référence réglementaire : Article D. 543-284 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Tri 7 flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Lettre du 18/02/2020
Prescription contrôlée : Transmettre une copie des attestations annuelles de collecte et de valorisation établie par chaque prestataire en charge de la collecte des déchets (tri 7 flux).
Constats Il est rappelé l'envoi des attestations de 2019 et 2020 transmises à l'inspection. Relevant par ailleurs le souci porté à la gestion des déchets générés par le site (valorisation des réfractaires ; prévision de gestion des blocs pris en masse pour productions de fines valorisables), le tri 7 flux doit pour autant comprendre une amélioration sur la gestion des plastiques, en plus des déchets de type cartons et bois.
Observations : Les modalités finalisées de prise en charge devront être précédées d'une évaluation comprenant l'ensemble des points de production/collecte du site avec leur typologies respectives. <u>L'évaluation et les modalités sont adressées à l'inspection sous 1 mois.</u> <u>La première attestation de prise en charge de ce type de déchets est adressée à l'inspection sans délai.</u> Concernant le point particulier de la gestion des stocks de pneumatiques usgés, leurs détenteurs ont l'obligation de prendre toutes les dispositions qui s'imposent afin de préserver le potentiel de réutilisation, de recyclage et de valorisation des ces déchets, notamment en ne remettant les déchets de pneumatiques destinés à être réutilisés qu'à des collecteurs agréés, en les stockant de manière à conserver leur intégrité, en les séparant d'autres types de déchets, et en les triant par type. La Loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire dite Loi « AGEC » a prévu l'agrément par l'Etat des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à compter du 1er janvier 2023 dans le cadre de la réforme plus générale de la responsabilité élargie des producteurs. L'inspection tient à disposition les coordonnées des ces organismes agréés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Quotas CO2/SEQE 4

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018 (FAR)
Thème(s) : Autre, Emissions – Quotas CO2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan de surveillance
Constats : Une nouvelle version du Plan de Surveillance (PdS) a été transmise le 29/09/2022 ; ce document se trouve de fait validé tacitement (délai des 2 mois).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

